



# LES LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

## PAYS DE LA LOIRE

### SITUATION AU 31 JUILLET 2016



## LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

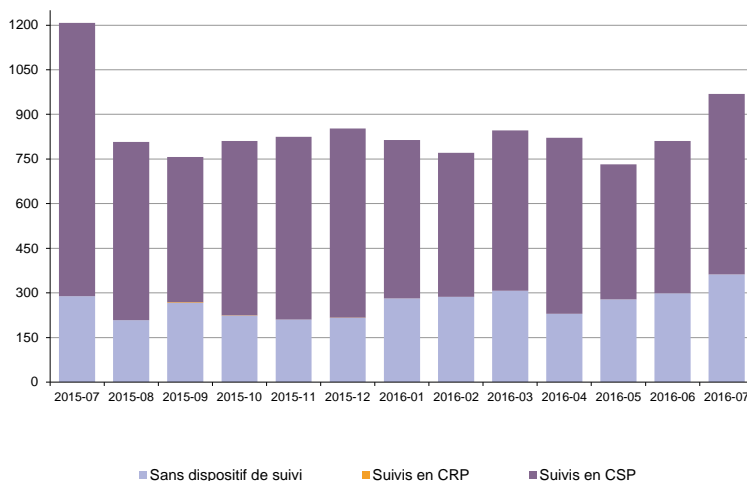
En juillet 2016, **969** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en diminution de **19,8%** par rapport à juillet 2015. Les licenciés avec dispositif représentent **62,6%** de l'ensemble et affichent une baisse de **33,9%**.

En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques affiche une baisse significative depuis août 2015 (**837** licenciements en juillet 2016). En un an, **9 817** personnes ont été inscrites pour ce motif, en région des Pays de la Loire (soit une baisse de **17,7%**).

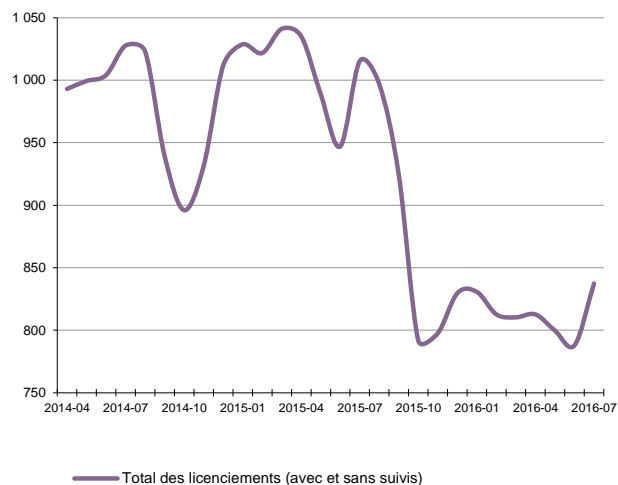
### SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques
- 4 La DEFM avec dispositif
- 5-6 Le suivi des dispositifs

### LES INSCRIPTIONS SUITE A LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE



### MOYENNE MOBILE SUR TROIS MOIS



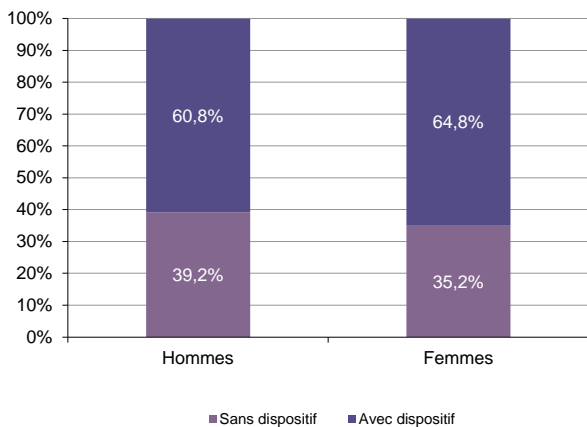
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	juil-16	969	362	37,4%	607	62,6%			607
	juil-15	1 208	289	23,9%	919	76,1%			919
Evolution		-19,8%	25,3%		-33,9%				-33,9%
Cumul sur 3 mois	juil-16	2 512	939	37,4%	1 573	62,6%			1 573
	juil-15	3 046	790	25,9%	2 256	74,1%			2 256
Evolution		-17,5%	18,9%		-30,3%				-30,3%
Cumul sur 12 mois	juil-16	9 817	3 167	32,3%	6 650	67,7%	NC	NC	6 646
	juil-15	11 925	3 053	25,6%	8 872	74,4%	10		8 862
Evolution		-17,7%	3,7%		-25,0%				-25,0%

Source Persee

**Information méthodologique** : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

# LES CARACTÉRISTIQUES SOCIO DÉMOGRAPHIQUES DES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES

## RÉPARTITION PAR SEXE

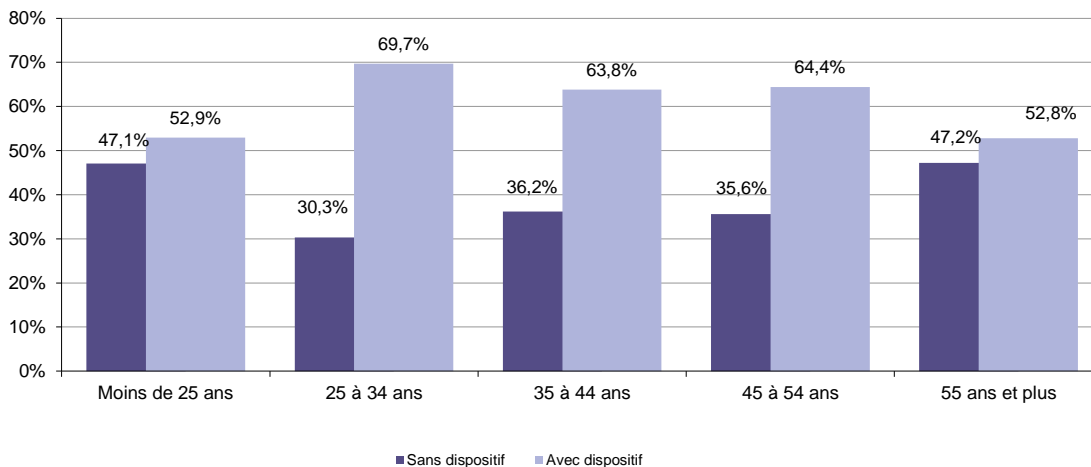


En juillet 2016, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif (64,8%) est plus importante que celle des hommes (60,8%).

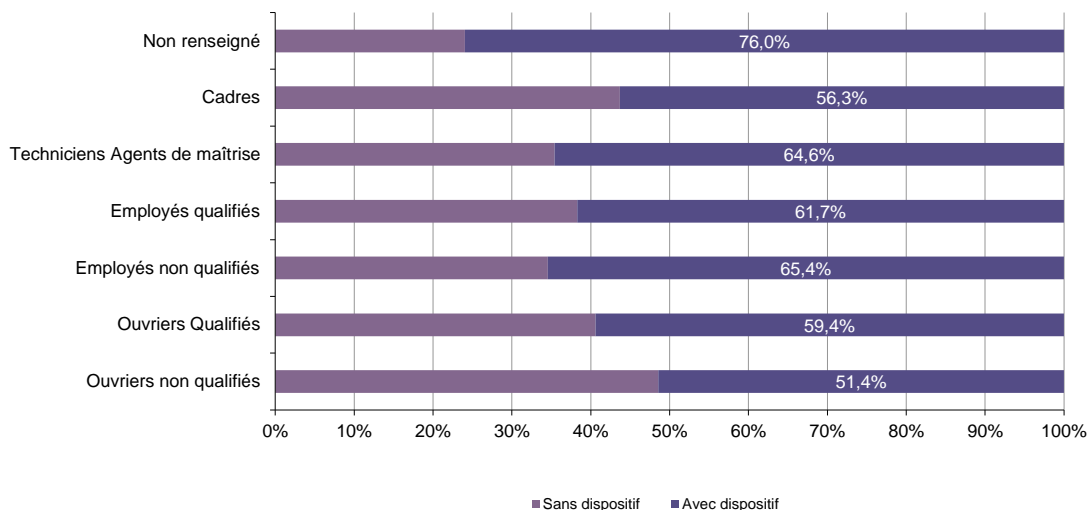
Toutes les tranches d'âge ont largement adhéré à un dispositif (de 52,8% à 69,7%). La tranche d'âge de 25 à 34 ans affiche le taux d'adhésion le plus élevé.

La proportion de personnes suivies par un dispositif est plus importante chez les Employés non qualifiés (65,4%) et chez les Techniciens Agents de maîtrise (64,6%). Viennent ensuite les Employés qualifiés avec 61,7%. La proportion la plus faible des licenciés suivis par un dispositif est enregistrée du côté des Ouvriers non qualifiés (51,4%).

## RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



## RÉPARTITION PAR QUALIFICATION



## RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



## RÉPARTITION PAR MÉTIER (15 PREMIERS)

Code Rome	licenciés économiques	dont sans dispositif	dont avec dispositif
K1303 Assistance auprès d'enfants	29	23	6
F1604 Montage d'agencements	24	NC	NC
M1607 Secrétariat	24	8	16
D1214 Vente en habillement et accessoires de la personne	23	7	16
D1401 Assistanat commercial	19	9	10
M1203 Comptabilité	18	NC	NC
D1402 Relation commerciale grands comptes et entreprises	16	NC	NC
G1602 Personnel de cuisine	16	7	9
M1609 Secrétariat et assistanat médical ou médico-social	13	NC	NC
N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	13	NC	NC
F1606 Peinture en bâtiment	12	NC	NC
F1703 Maçonnerie	12	NC	NC
H3302 Opérations manuelles d'assemblage, tri ou emballage	12	NC	NC
M1604 Assistanat de direction	12	NC	NC
M1608 Secrétariat comptable	12	NC	NC

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).

En juillet 2016, les licenciés économiques se trouvent dans trois domaines d'activité principaux :

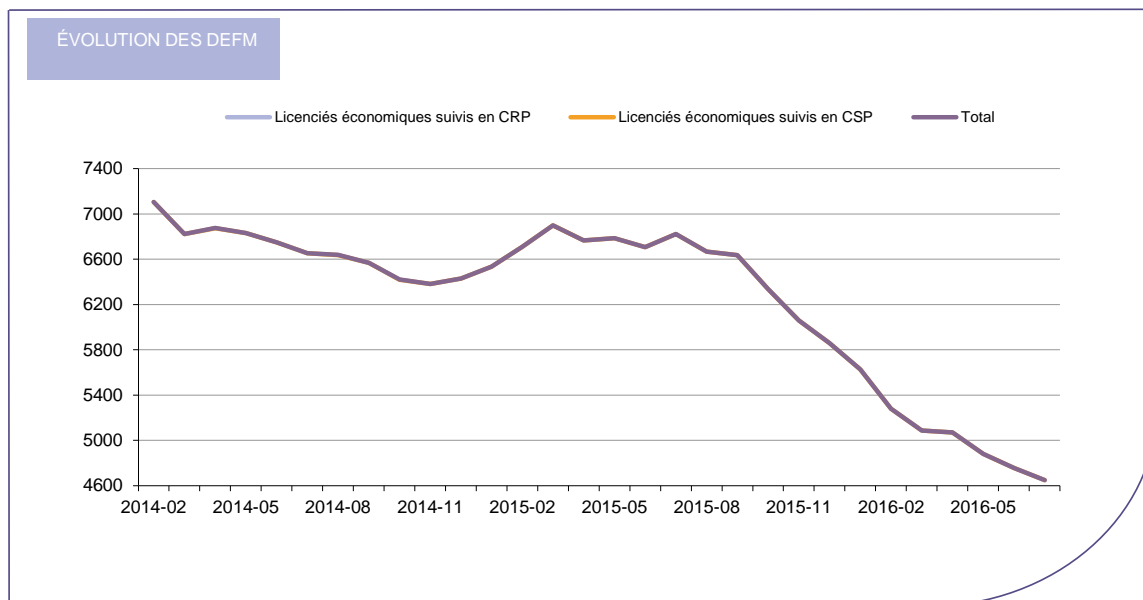
- " Support à l'entreprise " avec les métiers " Secrétariat ", " Comptabilité " et " Secrétariat et assistanat médical ou médico-social " ;
- " Commerce et grande distribution " avec les métiers " Vente en habillement et accessoires de la personne ", " Assistanat commercial " et " Relation commerciale grands comptes et entreprises " ;
- " Construction, bâtiment et travaux publics " avec les métiers " Montage d'agencements ", " Peinture en bâtiment " et " Maçonnerie " .

## RÉPARTITION PAR DEPARTEMENT

	Licenciés économiques juil-16	Evolution / juil-15	dont sans dispositif	Poids	dont avec dispositif	Poids
44 Loire Atlantique	368	-6,6%	130	35,3%	238	64,7%
49 Maine et Loire	218	-14,2%	97	44,5%	121	55,5%
53 Mayenne	64	-54,9%	27	42,2%	37	57,8%
72 Sarthe	132	-48,2%	65	49,2%	67	50,8%
85 Vendée	187	14,7%	43	23,0%	144	77,0%
<b>Pays de la Loire</b>	<b>969</b>	<b>-19,8%</b>	<b>362</b>	<b>37,4%</b>	<b>607</b>	<b>62,6%</b>

Source Persee

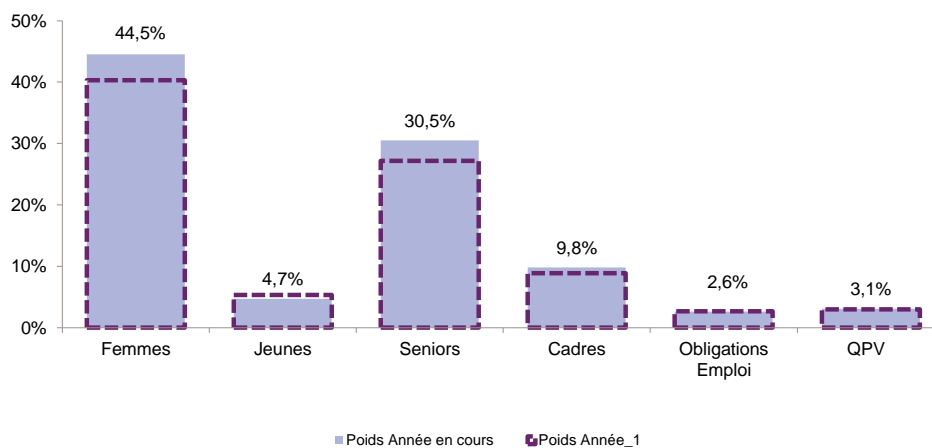
# LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)



	juil-14		juil-15		juil-16	
	DEFM		DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	6 654		6 824	2,6%	4 649	-31,9%
dont CRP						
dont CTP						
dont CSP	6 654		6 824	2,6%	4 649	-31,9%

## RÉPARTITION PAR PUBLIC

	juil-15		juil-16		
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	Evolution annuelle
Femmes	2 752	40,3%	2 071	44,5%	-24,7%
Moins de 25 ans	363	5,3%	218	4,7%	-39,9%
50 ans et plus	1 855	27,2%	1 419	30,5%	-23,5%
Cadres	606	8,9%	457	9,8%	-24,6%
Obligations d'emploi	182	2,7%	121	2,6%	-33,5%
Quartiers Prioritaires de la Ville	204	3,0%	142	3,1%	-30,4%



Source Persee

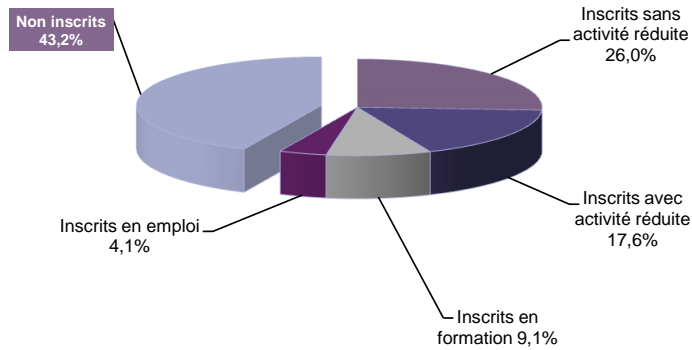
## SITUATION A L'ISSUE DES DISPOSITIFS

En juillet 2016, **43,2%** des adhérents de la cohorte de juin 2015 ne sont plus inscrits. Cette proportion passe à **46%** pour la population masculine et **55,2%** pour les demandeurs âgés de 25 à 34 ans.

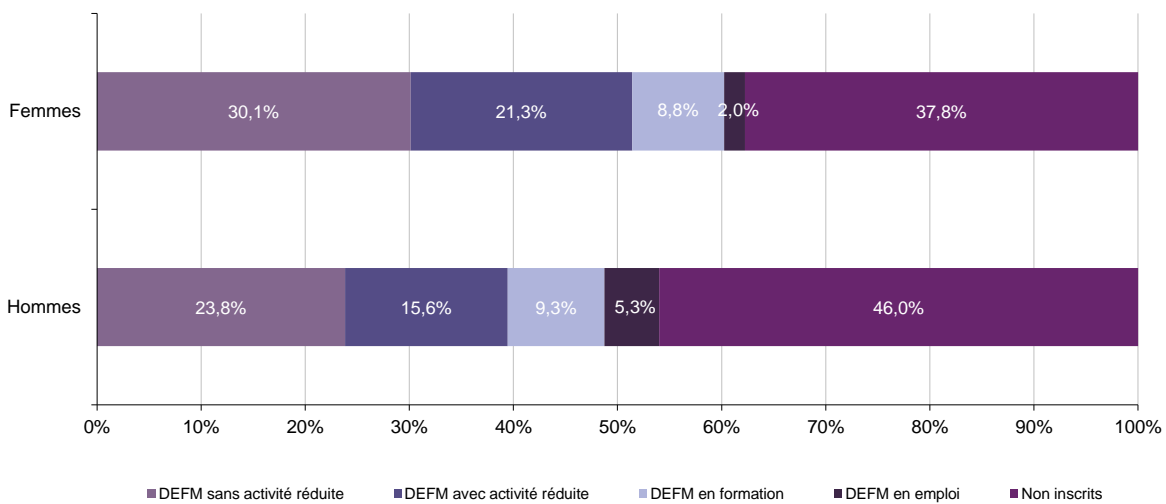
**26%** des adhérents de juin 2015 sont demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, un an après leur entrée dans le dispositif et **17,6%** sont demandeurs d'emploi inscrits en activité réduite en catégorie B et C.

En additionnant les personnes non inscrites, les personnes inscrites en emploi et celles inscrites avec activité réduite, la proportion de personnes en accès à l'emploi à l'issue du dispositif se chiffre à **64,9%**.

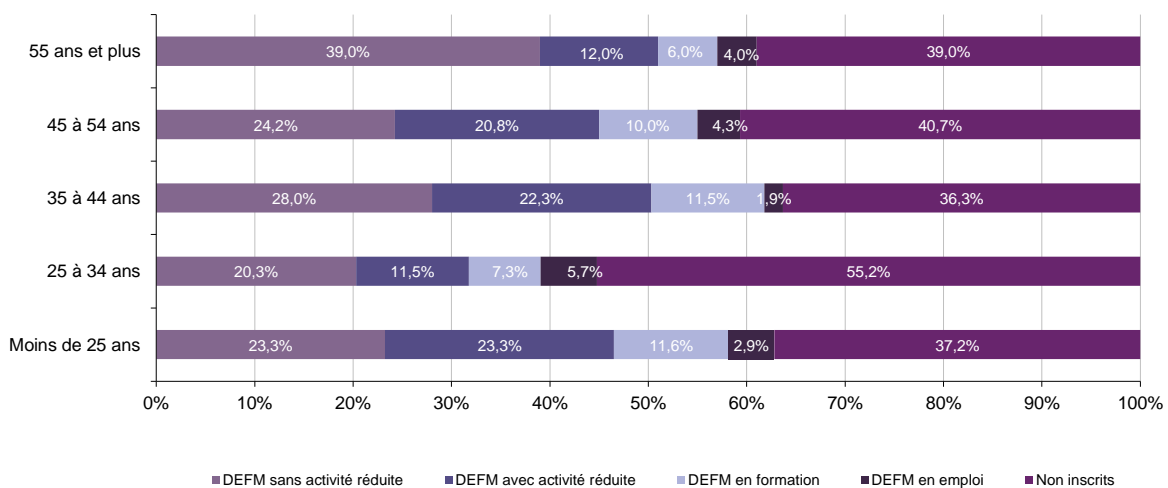
### SUIVI DE LA COHORTE DE JUIN 2015 - 729 ADHÉRENTS



### RÉPARTITION PAR SEXE

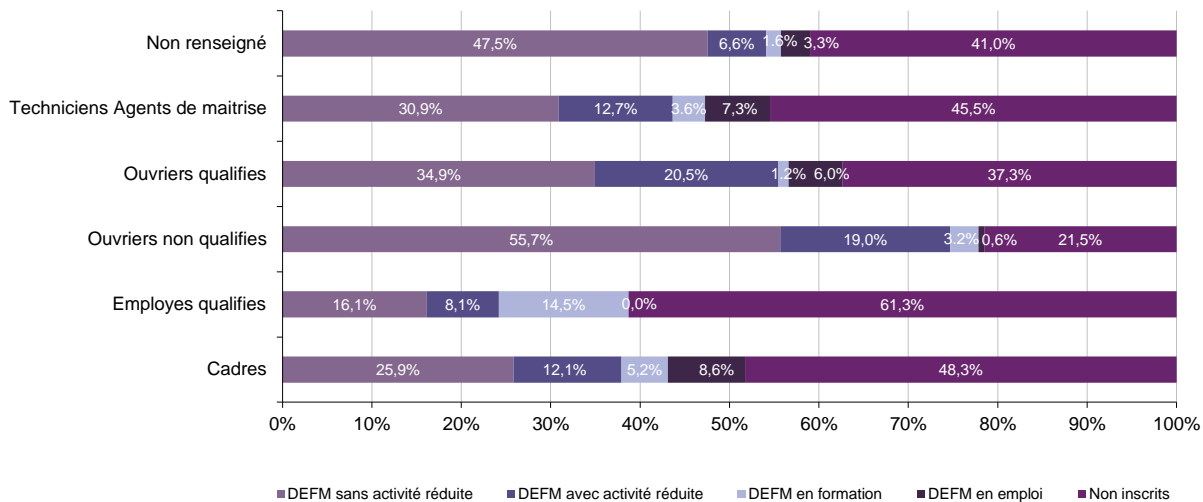


### RÉPARTITION PAR TRANCHE D'ÂGE



Source Persee

La proportion des adhérents de la cohorte qui ne sont plus inscrits est plus importante chez les employés qualifiés et les cadres (61,3% et 48,3%).



Source Persee

### Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASRr). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP. Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

### Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

### Un nouveau dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique dorénavant aux procédures de licenciement économiques engagées à partir du 1er février 2015.

Son montant est fixé à 75% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

### Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

[www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr](http://www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr)

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Directeur de publication : Alain MAUNY

Directeur de la rédaction :  
Josette BARREAUD

Conception et réalisation:  
Service Statistiques, Etudes et Evaluation –  
Catherine DORNIC et Brigitte VIGOUROUX